



OBJECTIVATION DES FLUX MIGRATOIRES EN PROVENANCE DU SAHEL VERS L'EUROPE

Clément LOBEZ /

Contributeur de l'Observatoire Pharos

Mars 2023



INTRODUCTION

Le Sahel est un vaste espace géographique¹, qui se caractérise depuis longtemps par une intense circulation humaine. Les mouvements migratoires y sont multiples, protéiformes et en constante évolution. Outre le dynamisme de mouvements intra-régionaux, la bande sahélienne demeure une importante zone de transit pour des migrants subsahariens souhaitant se rendre en Afrique du Nord (et potentiellement en Europe). Suite à la « crise migratoire » de 2015 et la mise en œuvre d'un processus d'externalisation des frontières de l'Union européenne, le phénomène de la migration irrégulière au Sahel est devenu une préoccupation majeure pour la plupart des pays européens.

Si une multitude de données statistiques sur la migration sont disponibles (OIM, UNHCR, Frontex, DCPAF), elles ont chacune des limites², compliquant de fait le travail d'analyse des phénomènes migratoires. Des grandes tendances peuvent néanmoins être identifiées au cours des dernières années. La présente note a pour objectif de mettre en exergue ces principaux points :

- Les Sahéliens, à l'exception des Maliens, sont peu enclins à rejoindre l'Union européenne. Les migrations sont avant tout régionales ou à destination des pays nord-africains (Algérie, Libye), souvent dans le cadre de schémas cycliques et saisonniers. Concernant les candidats sahéliens à l'Europe, les voyages se font souvent par étapes et prennent plusieurs années, en raison des ressources financières limitées des individus. En dépit de l'insécurité grandissante, les raisons motivant les départs des migrants sont encore essentiellement économiques. L'explosion du nombre de déplacés internes et de réfugiés au Sahel pourrait représenter à terme un agrégat de migrants facilement exploitable par des réseaux spécialisés dans le trafic illicite de migrants/d'êtres humains.
- Pour de multiples nationalités d'Afrique de l'Ouest et centrale, le Sahel demeure une voie de passage quasi incontournable vers l'Afrique du Nord et l'Europe. Ces ressortissants (Ivoiriens, Guinéens, Nigériens, Camerounais) constituent une part significative des migrants souhaitant rejoindre l'Europe depuis les côtes nord-africaines. Ne disposant pas des documents de voyage requis, une multitude de voyageurs font appel aux services de filières criminelles pour atteindre leur destination finale. La plupart des réseaux de

¹ Compte tenu de l'immensité de la bande sahélienne au sens géographique (pouvant aller du Sénégal jusqu'à l'Érythrée selon les auteurs), cette note de cadrage a fait le choix de se focaliser sur les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad).

² Par exemple, les statistiques de l'Organisation internationale pour les migrations (à travers sa matrice de suivi des déplacements) sur les mouvements de populations au Sahel sont régulières et très fournies. Toutefois, leurs principales limites reposent sur le fait que les points d'enregistrement se trouvent essentiellement dans les centres urbains (or les passeurs tendent de plus en plus à les éviter, par crainte des contrôles) et qu'elles n'indiquent pas dans quelle situation légale se trouvent les migrants (régulière ou non).

passeurs sahéliens disposent d'une organisation bien structurée et adaptent continuellement leurs routes en fonction d'une pluralité de facteurs (sécuritaires, économiques, voire environnementaux).

- Les autorités politiques sahéliennes déploient globalement des efforts limités pour lutter contre la migration irrégulière au Sahel, tolérant même ce phénomène dans certains cas. Toutefois, en 2020, les mesures sanitaires mises en place par les gouvernements sahéliens et nord-africains ont nettement édulcoré les flux migratoires, montrant qu'un contrôle strict et temporaire de la circulation des personnes était possible lors de crise majeure. Dès 2021, la levée des restrictions de déplacement a engendré une amplification des flux migratoires, qui s'est poursuivie en 2022.
- La forte intensité des flux entre le Sahel et l'Afrique du Nord s'insère dans un profond processus d'interpénétration régionale, échappant aux pouvoirs centraux. Cette reconfiguration de l'espace régional et la forte concentration de Subsahariens en Afrique du Nord tendent à bouleverser profondément les sociétés et les États maghrébins. Cette préoccupation, ainsi que des pressions diplomatiques européennes, ont de fait poussé ces pays à mettre en œuvre des politiques de plus en plus répressives à l'encontre de l'immigration irrégulière.

I- LES FLUX MIGRATOIRES REPRÉSENTÉS PAR LES RESSORTISSANTS DES PAYS SAHÉLIENS SONT MIXTES ET MAJORITAIREMENT INTRACONTINENTAUX.

1.1 Les ressortissants sahéliens se déplacent principalement en Afrique de l'Ouest.

Les flux migratoires représentés par les Sahéliens dans leur espace régional sont multiples, très dynamiques et ont une tradition de longue date³. La migration est de fait historiquement, culturellement et sociologiquement ancrée dans les esprits. Selon les données de l'agence onusienne UNDESA, en 2019, 86% de l'ensemble des migrants sahéliens recensés dans le monde se trouvaient en Afrique de l'Ouest.

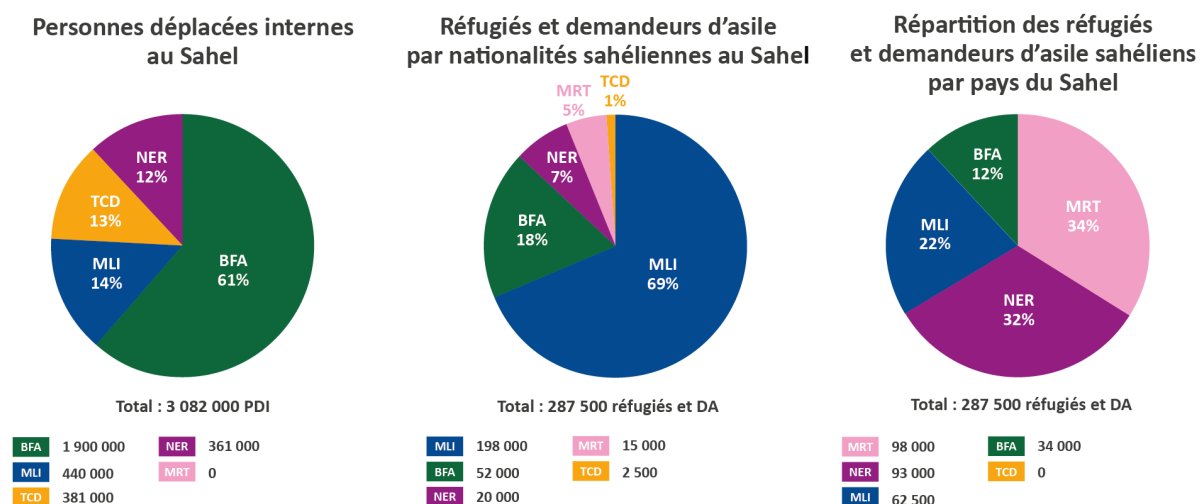
La migration humaine au niveau régionale inclut autant des schémas migratoires saisonniers et circulaires (transhumance, commerce, orpaillage, déplacement temporaire vers des pôles

³ Nelly Robin, « Migrations en Afrique de l'Ouest, une longue histoire », septembre 2007.

économiques dynamiques) que des mouvements d'étudiants et des regroupements familiaux (mariages, fêtes religieuses).

Les déplacements s'effectuent principalement sur un axe Est-Ouest, sur lequel viennent se greffer des itinéraires secondaires allant vers le Nord et le Sud. La liberté de circulation est facilitée par les efforts d'intégration régionale déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)⁴ et l'existence d'accords d'exemption de visas avec les autres pays régionaux (Mauritanie, Tchad). De nombreuses compagnies de bus permettent de connecter les principales villes sahéniennes entre elles, pour des sommes relativement modestes.

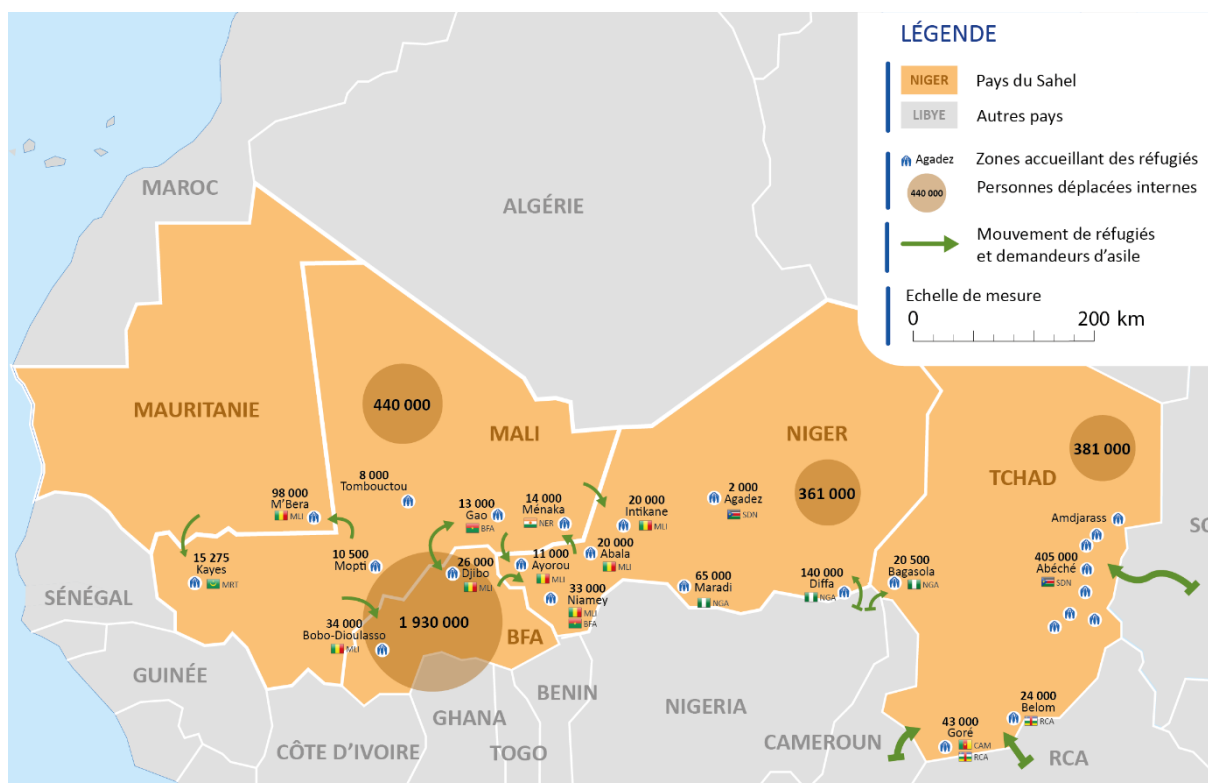
Infographie des déplacements forcés au Sahel



Depuis 2012, l'instabilité croissante et systémique dans la région sahénienne a également engendré d'importants déplacements forcés de personnes. **Ces populations vulnérables ont été essentiellement prises en charge par des pays régionaux** (Mauritanie, Niger). Les pays du G5 Sahel accueilleraient en décembre 2022 un total de 280 000 réfugiés et demandeurs d'asile sahéniens, essentiellement maliens.

⁴ Le protocole A/PI/5/79 prévoit la libre circulation des ressortissants des États membres munis d'un document de voyage et des certificats internationaux de vaccination en cours de validité dans l'espace CEDEAO à raison d'une durée maximum de 90 jours par pays.

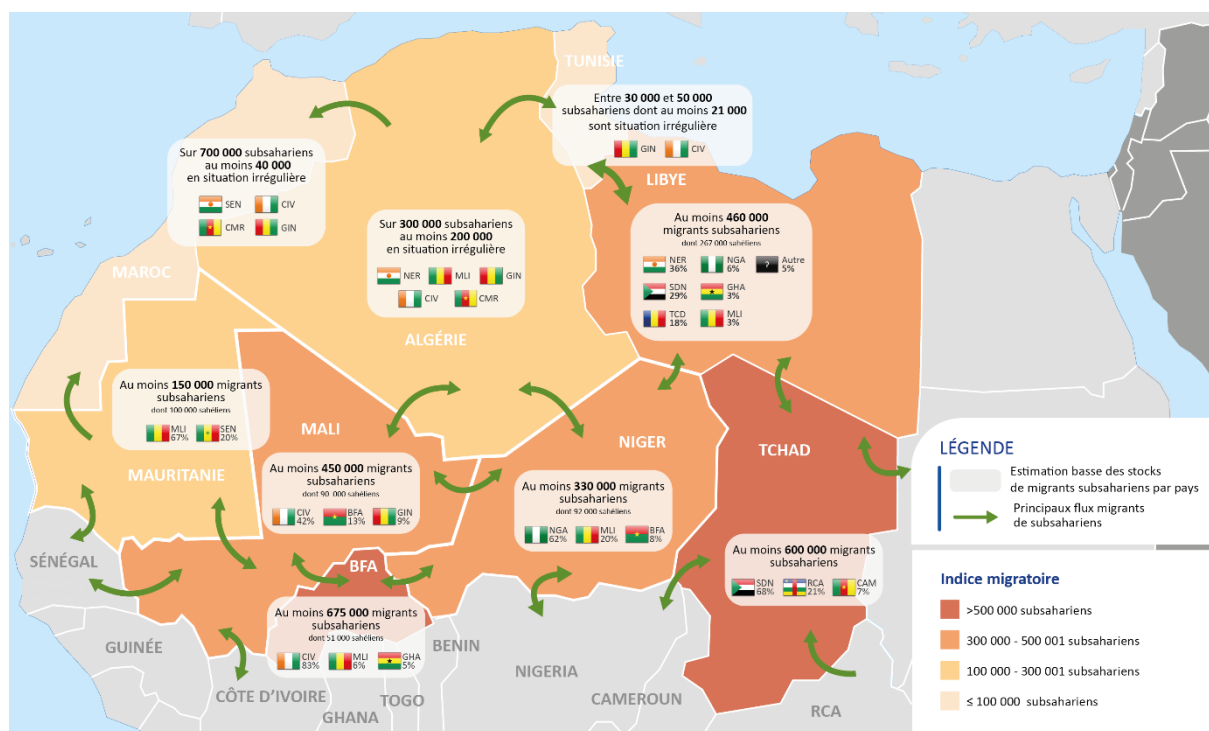
Cartographies des déplacements forcés au Sahel



1.2. Les flux sahéliens vers l'Afrique du Nord sont intenses, préoccupant significativement la plupart des États nord-africains.

Estimation basse des quantités de migrants subsahariens (dont sahéliens) en Afrique

(Sources : OIM, UNDESA, MPI)



Outre les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Nigéria), l'Afrique du Nord est considérée comme une destination majeure par les Sahéliens depuis des dizaines d'années. La très forte circulation humaine entre le Sahel et le Maghreb s'inscrit dans le cadre d'un puissant processus d'interpénétration entre ces deux régions, qui sera probablement amené à se renforcer dans les années à venir⁵. Traditionnellement, la plupart des pays nord-africains sont en fort déficit d'emplois engendrant une forte immigration subsaharienne. De fait, l'Algérie et la Libye⁶ sont fortement plébiscitées, souvent dans le cadre de migrations saisonnières⁷. En effet, le travail saisonnier (BTP, agriculture, services publics) y est mieux rémunéré. À titre d'exemple, à partir de mai, des Nigériens se rendent massivement en Libye

⁵ La migration transsaharienne est millénaire et repose sur de puissants liens ancestraux. Toutefois, l'interpénétration entre le Sahel et l'Afrique du Nord a été récemment renforcée par l'émergence de pôles d'activités économiques et d'urbanisation dans la partie nord-africaine du Sahara (Tamanrasset, Sebha). La forte circulation humaine dans ces villes a forgé de solides complémentarités commerciales, entrepreneuriales ou professionnelles. Source : Ali Bensaâd, « Les migrations entre Sahel et Maghreb, un enjeu de stabilité, de développement et de démocratisation » 2017.

⁶ En dépit de la situation sécuritaire instable et de ses difficultés économiques, la Libye demeure encore attrayante pour les migrants sahéliens en raison d'une forte demande de main d'œuvre, essentiellement dans le secteur informel. Source : UNHCR, OXFORD, « People forced to flee », 2022.

⁷ Généralement, de nombreux Nigériens travaillent dans les champs (plantation, récolte) durant la « saison d'hivernage » (de mai jusqu'à octobre) avant de se rendre en Libye pour rechercher des emplois de courte durée.

depuis la ville d'Agadez, utilisant les services de passeurs qui profiteraient temporairement de la protection de convois militaires hebdomadaires⁸. Fin octobre 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) recensait 267 408 ressortissants du G5 Sahel en Libye (soit 39% du nombre total de migrants), essentiellement Nigériens et Tchadiens. Si la plupart des Sahéliens retourneront dans leur pays d'origine pour la « saison d'hivernage » (mai-septembre), certains d'entre eux aspireront à rester en Afrique du Nord afin d'envoyer des fonds à leur famille. L'interpénétration croissante et durable entre ces deux espaces géographiques est un phénomène qui échappe partiellement aux États centraux. Les arrivées massives de Subsahariens au Maghreb, associées à la forte émigration des Maghrébins vers l'Europe, ont fait récemment émerger dans certains pays du Maghreb la crainte d'un « grand remplacement ». Cette préoccupation (qui est amplifiée par la persistance d'un malaise social et économique) et les pressions diplomatiques européennes ont poussé des États nord-africains à mettre en œuvre des politiques de plus en plus répressives à l'encontre de l'immigration irrégulière. L'intensification récente **des expulsions massives vers les pays sahéliens** (Niger, Tchad, Mauritanie), effectuées dans des conditions souvent peu respectueuses de la dignité humaine, s'inscrit dans ce cadre. Les retours vers leur pays d'origine de migrants subsahariens expulsés participent en outre au phénomène de démultiplication des mouvements migratoires au Sahel.

À NOTER : Compte tenu de la faiblesse des structures d'état civil au Sahel, la majeure partie des voyageurs sahéliens ne possède pas de documents d'identité en règle⁹. De fait, **la plupart d'entre eux circulent de manière irrégulière entre les pays**, les rendant d'autant plus dépendants des réseaux criminels.

1-3. En dépit de la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel, les candidats sahéliens semblent essentiellement émigrer pour des raisons économiques.

La recherche d'un emploi ou d'un moyen de subsistance sont les principaux moteurs de l'émigration sahélienne. Les pays sahéliens font partie des pays les moins développés au

⁸ Afin de limiter les griefs économiques et sociaux dans le Nord du Niger liés à la chute des activités de trafic de migrants, les autorités nigériennes ont assoupli le dispositif sécuritaire à partir de 2019, permettant aux réseaux de rebondir. La plupart des conducteurs de la région d'Agadez se sont reconvertis dans le transport de migrants nigériens, souvent saisonniers. Les autorités nigériennes tolèrent le fait que les passeurs se greffent aux convois commerciaux hebdomadaires, placés sous escorte militaire, reliant l'axe Agadez-Dirkou. Les Nigériens continueraient subséquemment leur voyage au-delà de Dirkou, se rendant jusqu'à Sebha (Libye). En 2022, les réseaux de la région d'Agadez ont pu profiter de la forte demande de transport de migrants saisonniers vers la Libye, suite à la reprise des convois militaires vers Dirkou en juin 2021.

⁹ La fraude documentaire est un phénomène très répandu en Afrique de l'Ouest. Des faussaires, dont certains disposent d'un haut niveau d'expertise et d'adaptation, falsifient de multiples documents (passeports, visas, titre de séjour). Par conséquent, il est difficile pour les autorités africaines ou européennes d'identifier avec certitude la véritable nationalité des individus interpellés.

monde¹⁰. En 2022, la situation économique des populations est restée fragile avec les retombées de la pandémie de Covid-19 et la hausse des prix alimentaires à l'échelle mondiale.

Dans les zones les plus déstabilisées, **la recherche de sécurité** constitue également un facteur de départ. Toutefois, en dépit de leur nombre croissant dans la zone du G5 Sahel, les déplacés internes (PDI) et les réfugiés sahéliens semblent pour l'instant peu recrutés par les réseaux criminels spécialisés dans le trafic de migrants. D'une part, la volonté d'échapper à des violences est peu reprise parmi les motivations des voyageurs interrogés par l'OIM dans les pays sahéliens¹¹. D'autre part, les préoccupations sécuritaires étaient également peu invoquées par les nationalités sahéliennes sollicitant l'asile en France lors des entretiens avec l'OFPRA en 2021¹².

Enfin, **les discriminations sociales** (racisme, mariage forcé) et les **facteurs environnementaux** (sécheresses) constituent des « push factors » significatifs, bien que plus rarement cités dans les témoignages des migrants.

Cette combinaison de facteurs pousse de fait une minorité de Sahéliens, en situation de désœuvrement, à considérer l'émigration vers l'Union européenne comme une échappatoire crédible¹³. Les candidats à l'Europe sont essentiellement de jeunes migrants économiques, de sexe masculin et célibataires, ayant un faible niveau d'éducation. Voyageant souvent en groupe, ils se sont généralement fortement endettés au cours de leur long parcours migratoire, ponctué de plusieurs sédentarisations temporaires. Les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook) jouent un rôle incontournable dans les migrations. Ils motivent souvent les départs¹⁴ et sont constamment utilisés par les migrants tout au long de leur voyage.

¹⁰ Selon le rapport annuel du PNUD de 2021 qui effectue un classement des pays en fonction de leur niveau d'IDH, l'ensemble des États du G5 Sahel se trouvaient dans la catégorie des « pays au développement humain faible ». Sur un total de 191 pays, le Burkina Faso (184^e), le Mali (186^e), le Niger (189^e), le Tchad (190^e) se plaçaient en fin de classement.

¹¹ Entre octobre et décembre 2021, l'OIM a mené 3 443 entretiens avec des voyageurs au Burkina Faso (dont 66% étaient Burkinabés). Les raisons de voyage des personnes interrogées étaient essentiellement économiques (64%) et familiales (28%). La violence ne représentait que 3% des motifs de départ. Source : OIM, « Mobilités au Burkina Faso », juillet 2022.

¹² Selon le rapport annuel d'activité de l'OFPRA de 2021, les ressortissants maliens sollicitant l'asile étaient majoritairement des hommes provenant de l'ouest du pays, originaires de la région de Kayes. Si « certains demandeurs » évoquaient la dégradation sécuritaire du pays, les problématiques discriminatoires (minorités de genre et sexuelles) ou privées (foncier héritage) étaient essentiellement invoquées.

¹³ Le choix de rejoindre l'Union européenne (UE) n'est pas toujours prémédité. Il arrive régulièrement que certains migrants n'ayant pas prévu initialement de rejoindre l'Europe prennent cette décision par opportunisme au cours de leur périple migratoire.

¹⁴ Les réseaux sociaux permettent aux migrants d'obtenir des informations sur des opportunités d'emploi à l'étranger, mais également d'échanger avec des membres de réseaux criminels (souvent des « recruteurs » subsahariens implantés en Afrique du Nord) ou des proches ayant déjà réussi l'itinéraire migratoire vers l'Europe.

1-4 À l'exception des Maliens, les interceptions de clandestins sahéliens dans l'espace européen et en France sont modestes.

Les migrants sahéliens sont fortement implantés en Afrique du Nord¹⁵. Pourtant, si l'on excepte les Maliens, **les ressortissants des pays du G5 Sahel ne considèrent pas l'Europe comme une destination privilégiée**. En 2022, les autorités ont intercepté un nombre modeste de clandestins sahéliens aux frontières européennes et françaises.

Cette attractivité limitée de l'Union européenne pourrait s'expliquer par une pluralité de facteurs :

- **Les faibles ressources financières des voyageurs.** Provenant des pays les plus pauvres au monde, les potentiels candidats sahéliens à l'Europe éprouvent des difficultés à payer les prix élevés des passeurs.
- **Ces nationalités privilégient historiquement de simples migrations économiques vers l'Afrique du Nord, reproduisant des cycles bien établis.** Depuis plusieurs années, des nationalités ont également la possibilité de bénéficier des programmes de retours volontaires de l'OIM en Libye.
- **L'Europe dispose de « pull factors » moins marqués pour ces nationalités :** taille modeste de la diaspora en Europe, faible taux d'admission à l'asile¹⁶, potentielle difficulté à parler une langue européenne (compte tenu de la faiblesse des systèmes d'éducation dans les pays d'origine).

Des Sahéliens, majoritairement maliens¹⁷, tentent toutefois de rejoindre l'Europe en empruntant une grande variété de routes. Les Sahéliens (Maliens, Burkinabés) privilégieront la plupart du temps la voie de la Méditerranée centrale (*via* la Libye ou la Tunisie) pour atteindre les côtes italiennes. Les Maliens utiliseront par ailleurs fortement la route des Canaries, *via* la Mauritanie et le Sahara occidental. Enfin, des assauts massifs sur les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla sont un mode opératoire quelquefois utilisé par des nationalités sahéliennes.

¹⁵À titre d'exemple, fin octobre 2022, les Nigériens (164 000 migrants, 1^{re} nationalité étrangère enregistrée) et les Tchadiens (83 000 migrants, 4^e nationalité) étaient fortement recensés en Libye. Source : OIM Libye, « Rapport migratoire n°44 septembre-octobre 2022 », 17 janvier 2023.

¹⁶Selon le rapport annuel d'activité de l'OFPRA de 2021, le taux d'admission des demandes d'asile (avant recours auprès de la CNDA) des Burkinabés (24%), des Maliens (19%), des Mauritaniens (17%), des Nigériens (6%) et des Tchadiens (13%) demeurait faible en France.

¹⁷La communauté malienne est fortement implantée en France, constituant de fait un puissant facteur d'attractivité. D'une part, elle peut participer au financement du voyage du candidat à l'Europe (*via* des transferts de fonds), mais également faciliter l'intégration du voyageur dans le pays d'arrivée. Les Maliens ont en outre davantage de facilité à se déplacer vers l'Europe que d'autres nationalités sahéliennes, grâce à leur exemption de visas dans plusieurs pays de transit stratégiques (Algérie, Mauritanie) et la présence au Mali de puissants réseaux transnationaux de passeurs.



Encore modestes en 2022, les interceptions de Burkinabés aux frontières européennes pourraient à terme nettement augmenter. Fin 2022, environ 1,9 million de déplacés internes étaient enregistrés par l'UNHCR au Burkina Faso, vivant dans des conditions très difficiles. À l'heure actuelle, seulement une minorité de ces derniers paraît encline à émigrer, notamment dans des pays limitrophes. L'Europe semble être considérée comme une destination inaccessible, compte tenu de leurs faibles ressources financières. Toutefois, ces populations vulnérables (autant sur le plan sécuritaire qu'économique) sont susceptibles de représenter à court terme une quantité majeure de candidats à l'émigration vers l'Europe, facilement exploitable par plusieurs trafiquants d'êtres humains déjà bien implantés dans le pays. Les réseaux criminels pourraient ainsi les forcer à faire une halte de plusieurs années dans les sites d'orpaillage artisanaux maliens, afin de rembourser leur dette. Cette préoccupation est d'autant plus légitime qu'un phénomène relativement similaire touche actuellement les réfugiés soudanais de la région tchadienne d'Abéché¹⁸.

II- LE SAHEL EST TRAVERSÉ PAR DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES ÉVOLUANT RAPIDEMENT ET QUI SE SONT NETTEMENT INTENSIFIÉS DEPUIS 2021.

2.1. La levée des restrictions sanitaires en Afrique a engendré une amplification des flux migratoires dans la région sahélienne, étape de transit quasi incontournable pour les candidats subsahariens à l'Europe.

Carrefour de plusieurs routes migratoires, **le Sahel est emprunté par une multitude de nationalités originaires des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale**, qui y transitent pour rejoindre l'Afrique du Nord et potentiellement l'Europe. Contrairement aux Sahéliens, **ces ressortissants (Ivoiriens, Guinéens, Sénégalais, Nigériens, Camerounais) sont fortement représentés dans les embarcations à destination de l'Europe.**

De manière générale, on constate une forte volatilité des mouvements dans la région sahélienne, les routes se réadaptant continuellement en fonction de l'évolution de la gestion des frontières¹⁹, des conditions sécuritaires, des opportunités économiques (émergentes ou

¹⁸ Dans la région d'Abéché (Tchad), des milliers de jeunes réfugiés soudanais, confrontés à un exil prolongé et une aide alimentaire limitée, s'endettent auprès de réseaux criminels pour rejoindre le Nord-Ouest du Tchad. Ils sont souvent exploités pendant plusieurs années dans les sites aurifères du Tibesti, avant de subséquemment poursuivre leur voyage vers la Libye (à la recherche d'un travail rémunéré) et potentiellement l'Europe (via la route de la Méditerranée centrale).

¹⁹ Les choix de fermeture/ouverture des frontières, ainsi que le niveau de contrôle exercé sur celles-ci, auront des répercussions significatives sur l'évolution des routes migratoires. Par exemple, les importants efforts déployés par les

en déclin²⁰) et dans une moindre mesure des conditions environnementales²¹. Compte tenu de l'intensité des flux migratoires et économiques, les frontières au Sahel demeurent globalement très poreuses. Une multitude de passages frontaliers informels existent. En dehors de période de crise majeure, ils sont souvent tolérés par les autorités sous certaines conditions²².

À NOTER : La pression sécuritaire, exercée par des acteurs étatiques (contrôles des autorités sahéniennes ou nord-africaines) ou non étatiques (banditisme, groupes armés²³), est un facteur qui **oblige les flux à se réorienter constamment**. Le dispositif français Barkhane, dont la mission principale était de lutter contre les groupes armés terroristes, a indirectement et marginalement impacté l'évolution des mouvements migratoires au Sahel. Si l'opération française a contribué à offrir davantage de stabilité dans le Centre et le Nord du Mali, facilitant la circulation des biens et des personnes, son influence sur la migration a semblé minime comparée à l'efficacité des restrictions de déplacement mises en place par les États durant la crise pandémique.

En 2020, les restrictions de mobilité mises en œuvre par les pouvoirs centraux durant la pandémie de Covid-19 (incluant l'interruption de l'ensemble des lignes de transport public) ont nettement édulcoré les flux migratoires au Sahel. À partir de fin mars 2020, le renforcement et le durcissement des contrôles dans la grande majorité des pays nord-africains (Algérie²⁴, Maroc, Libye) et sahéniens (Niger²⁵) ont profondément bouleversé les activités des

gouvernements nord-africains ont compliqué la mobilité (par voie aérienne et terrestre) sur les voies migratoires méditerranéennes, réactivant de fait la route des îles Canaries.

²⁰ La demande de main-d'œuvre dans les sites d'orpaillage artisanaux a un fort impact sur l'intensité des flux. En 2020, la prise de contrôle temporaire des champs aurifères du Tibesti (Tchad) par des groupes de mercenaires en provenance de Libye a généré une forte demande de main-d'œuvre, provoquant de facto une hausse des mouvements de Tchadiens et de migrants soudanais vers le nord-ouest du Tchad.

²¹ La dégradation des routes, liée à la forte pluviométrie durant la saison des pluies, engendre souvent une augmentation des temps de trajet et un accroissement des risques pour les migrants (pannes et accidents entraînant des morts par déshydratation).

²² Durant la période pré-pandémique, le poste frontalier nigéro-algérien d'In Guezzam était ouvert deux fois par mois, officiellement pour permettre le passage d'une trentaine de commerçants bien identifiés qui transportaient principalement des marchandises de base. Toutefois, à cinq kilomètres du poste de police, les autorités algériennes toléraient l'utilisation d'un passage frontalier informel par des passeurs, tant que les passages se déroulaient la journée.

²³ À l'heure actuelle, les groupes armés ne semblent pas directement s'impliquer dans le transport de migrants, préférant simplement bénéficier de cette activité lorsqu'elle transite par leur zone de contrôle (via un système de taxe ou de péage par exemple). De fait, la présence de groupes armés dans une zone n'empêche aucunement les mouvements migratoires de se poursuivre, tant que le banditisme et les conflits intergroupes demeurent limités. Au Mali, en 2021, des personnalités clés au sein des groupes signataires auraient réussi à trouver un terrain d'entente avec des factions terroristes du GSIM, permettant la circulation des biens et des personnes dans les régions de Tombouctou et Kidal. Dans certains cas, des acteurs affiliés à des groupes extrémistes violents étaient payés par des transporteurs pour assurer la sécurité des convois. Source : GI-TOC, « Mali : Human-smuggling revival after pandemic-linked slump », juillet 2022.

²⁴ Durant la fermeture de la frontière entre mars et décembre 2020, les autorités algériennes avaient intensifié les mesures de contrôle et de surveillance (à travers le déploiement de caméras infrarouges, drones, etc.), impactant fortement les activités des filières.

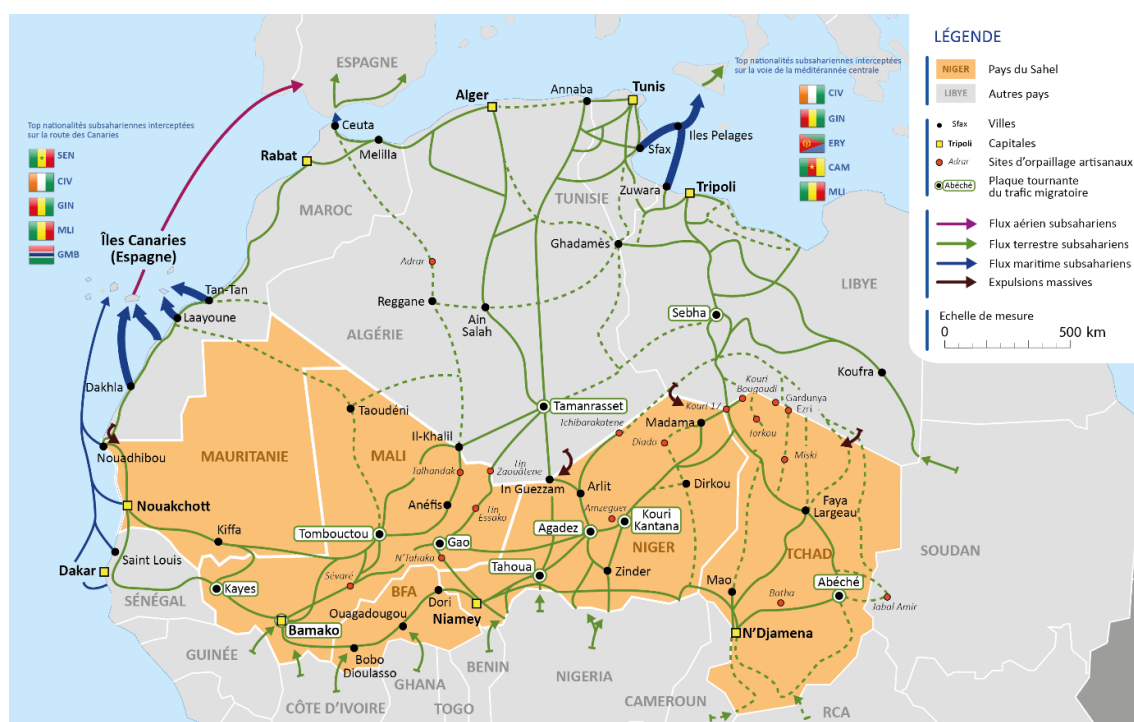
²⁵ Outre la fermeture de ses frontières terrestres à partir de mars 2020, le gouvernement nigérien a instauré des restrictions de déplacement au niveau local et régional. La suspension de lignes de transports publics dans l'ensemble du pays a compliqué l'accès des migrants aux principaux points de départ des passeurs. Par ailleurs, entre avril et décembre 2020, les

trafiquants de migrants. La chute de la demande de services auprès des passeurs et l'utilisation d'itinéraires plus dangereux (pour éviter les contrôles) ont augmenté temporairement les prix des trafiquants.

En 2021, l’allègement des restrictions de déplacement s’est rapidement traduit par une nette reprise des mouvements migratoires au Sahel et une **intensification du trafic de migrants vers l’Europe**. Outre le fait que certains individus avaient fait le choix de reporter leur voyage en 2020, la nette détérioration des conditions de vie²⁶ de la plupart des populations subsahariennes durant la crise sanitaire les a poussés à émigrer pour rechercher de nouvelles opportunités économiques. Enfin, la réduction des voies légales d’accès vers l’Europe a incité des migrants à se tourner vers la migration irrégulière. Dans la continuité de l’année 2021, les flux migratoires au Sahel sont restés intenses au cours de l’année 2022.

2.2. Une pluralité d'itinéraires migratoires permet d'atteindre l'Afrique du Nord, et potentiellement les voies maritimes à destination de l'Europe.

Cartographie des routes migratoires des trafiquants de migrants



forces de sécurité nigériennes ont procédé à des interceptions régulières de passeurs de migrants dans le Nord du pays (Toummo, Madama, Dao Timi et Chérifa).

²⁶ Les fortes répercussions de la crise de la COVID-19 sont confirmées par une enquête menée par l'OIM Niger, qui a constaté que 99 % des ménages interrogés entre octobre et novembre 2020 avaient connu une évolution négative de leur bien-être en raison des mesures prises pendant la pandémie. La crise de Covid-19 a entraîné des pertes de revenus et d'emplois (fermeture de nombreuses entreprises), un accès restreint aux services et aux biens de base (difficultés à payer la nourriture, les frais de scolarité ou le logement) et une impossibilité de bénéficier des transferts de fonds. Source : OIM, « Niger – Socio-economic Impact of COVID-19 on Free movement and Migration », novembre 2021.

Pour atteindre les pays d'embarquements de chaque voie, **de multiples routes sont proposées par les réseaux criminels aux ressortissants subsahariens**. Pour les candidats à l'Europe, les choix d'itinéraires clandestins dépendront essentiellement de leur niveau d'accessibilité, du coût financier, des chances de réussite et de leur sécurité. Dans la majorité des cas, les voyages se font par étapes²⁷ et prennent plusieurs années, en raison des ressources financières limitées des migrants. Si des grandes tendances peuvent émerger, les itinéraires empruntés sont parfois difficiles à cerner (voir contre-intuitifs) car les ambitions et priorités des individus peuvent varier durant leur voyage. Les migrants qui s'engagent avec des passeurs **disposent rarement de pièces d'identité et sont confrontés à une multitude de risques** (banditisme, travail forcé dans les sites aurifères, torture, extorsion, déshydratation).

Les flux vers les pays d'embarquements de la voie de la Méditerranée centrale (Libye, Tunisie) se sont maintenus à un niveau élevé en 2022 :

- Outre le fait d'être un pays source d'émigration, **le Mali** demeure une étape de transit majeure pour plusieurs nationalités des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Guinéens, Ivoiriens) souhaitant rejoindre l'Algérie ou la Libye. Ces ressortissants ont une forte tendance à effectuer une étape de transit dans les mines du Nord du Mali et à se doter de faux documents d'identité (souvent maliens²⁸) afin de faciliter leur parcours migratoire vers l'Afrique du Nord (puis potentiellement l'Europe). En 2022, les routes migratoires ont toutefois été impactées par la dégradation de la situation sécuritaire²⁹ et la saison des pluies. La région de Tombouctou, moins touchée par l'insécurité que celle de Gao, est restée le principal hub de transit des migrants.
- **Le Niger** est un pays de passage significatif pour de nombreux ressortissants subsahariens (Nigériens, Ghanéens, Camerounais, Centrafricains) souhaitant rejoindre l'Europe par les côtes libyennes. Le renforcement des contrôles par les forces de l'ordre nigériennes oblige les clandestins à faire appel à des passeurs qui utilisent des itinéraires de plus en plus risqués évitant souvent les grandes agglomérations (telle que la route passant par le marché de Kouri Kantana). La multiplication des incidents liés au banditisme dans le Nord du pays (kidnapping, vols) pousserait les migrants à progressivement se reporter vers des itinéraires menant à l'Algérie, *via* la ville de Tahoua.
- **Le Tchad** a vu son statut de pays de transit vers la Libye nettement se renforcer entre 2017 et 2020, du fait de l'implication croissante des pays voisins (Niger, Soudan) dans la lutte

²⁷ Des trajets « full package » seraient également proposés par des réseaux, pour des prix très élevés. Certains migrants guinéens payeraient par exemple à Conakry la totalité de la somme nécessaire pour rejoindre l'Afrique du Nord ou l'Europe.

²⁸ Les Maliens bénéficient d'une exemption temporaire de visas, d'un maximum de trois mois, en Algérie.

²⁹ Dans le centre du Mali, les flux auraient diminué, notamment en raison de la mise en place à partir de juillet 2022 d'« un blocus de Bamako » par le GSIM. Dans les régions de Gao et Ménaka, l'intensification des affrontements entre les groupes armés (GSIM, EIGS) a compliqué les mouvements migratoires.

contre l'immigration clandestine et de la forte demande de main-d'œuvre dans les sites aurifères du Nord du pays (où les migrants y effectuaient régulièrement une sédentarisation temporaire pour rembourser leurs dettes). Les mesures de restriction de mouvements imposées par Ndjama dans le cadre de la pandémie mondiale du Covid 19 ont peu impacté les activités des passeurs en 2020, permettant à une multitude de nationalités (Soudanais, Érythréens, Centrafricains, Camerounais) de rejoindre la Libye. Toutefois, suite à la mort du président Idriss Déby en avril 2021, le renforcement du dispositif sécuritaire³⁰ semble avoir perturbé la plupart des flux migratoires dans le pays, dont une partie s'est reportée vers l'Est du Niger.

- En dépit de la montée de l'insécurité au **Burkina Faso**, des réseaux spécialisés dans le trafic illicite de migrants et la traite des êtres humains demeurent actifs dans plusieurs villes du pays (Dori, Bobo-Dioulasso et Ouagadougou), ciblant autant des Burkinabés que des nationalités étrangères (Ghanéens, Ivoiriens, Nigériens) souhaitant rejoindre l'Afrique du Nord, souvent via le Mali. Les réseaux de traite humaine bénéficient du faible investissement des autorités burkinabés dans la lutte contre la migration irrégulière.

La Mauritanie et le Mali sont restés des voies de passage significatives sur la route des Canaries :

- Avec la réactivation de la route des Canaries, **la Mauritanie** est redevenue une voie de passage très fréquentée par des Subsahariens (Maliens, Ivoiriens, Guinéens, Sénégalais). Depuis la plateforme de Nouadhibou, les clandestins ont la possibilité d'utiliser le vecteur maritime (pour rejoindre directement les Îles Canaries) ou le vecteur terrestre pour atteindre les zones d'embarquements du Sahara occidental. En 2022, le renforcement des contrôles mauritaniens et espagnols dans la région de Nouadhibou a globalement freiné les départs maritimes. La majorité des embarquements se sont déportés vers le Sahara occidental.

³⁰ Suite à l'incursion du groupe rebelle tchadien du FACT en avril 2021, le maintien d'un nombre élevé de checkpoints et la multiplication des contrôles le long des routes ont sévèrement entravé les mouvements vers le nord du Tchad, en particulier depuis les régions sud et ouest du pays. En 2022, des opérations militaires tchadiennes ont continué de cibler des combattants rebelles dans le Nord du pays, engendrant le maintien de contrôles stricts.

2.3. Les réseaux criminels sont bien implantés au Sahel et bénéficient des faiblesses structurelles des dispositifs étatiques de lutte contre la migration clandestine.

En raison de la non-détention de documents de voyage requis ou par volonté d'éviter des complications avec certains membres des autorités aux frontières (« bakchich »), **de nombreux migrants font appel aux services de filières criminelles pour rejoindre leur destination finale.**

De puissants réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de migrants et la traite humaine sont solidement enracinés au Sahel, disposant d'une dimension transnationale et d'une organisation bien structurée. À titre d'exemple, des réseaux mauritano-maliens³¹ organisent le transport de migrants maliens depuis la région de Kayes (Mali) jusqu'à Nouadhibou (Mauritanie), d'où ils retrouveraient des passeurs leur permettant de rejoindre les Îles Canaries.

Les filières criminelles démontrent une forte capacité d'adaptation au renforcement des dispositifs sécuritaires. Au Tchad, pour faire face aux mesures de restriction de déplacement en 2020, les réseaux de passeurs ont contourné les points de contrôle par des routes dans le désert et multiplié les départs nocturnes depuis des villages satellites des grandes villes. Dans certaines régions marginalisées, **les réseaux peuvent s'appuyer sur une forte assise communautaire.** Certaines ethnies ou tribus locales considèrent le trafic de migrants comme une source de revenus très lucrative, faisant de cette pratique criminelle un pilier de l'économie locale. Dans la région de Tombouctou (Mali), les passeurs recrutés sont essentiellement des chauffeurs issus des communautés arabes et touareg.

À NOTER : La plupart des réseaux criminels sahéliens spécialisés dans le trafic illicite de migrants ou la traite ne semblent pas réellement s'impliquer dans d'autres activités. Occasionnellement, des passeurs de migrants transporteraient des petites quantités de drogue (hachisch, cocaïne) par opportunisme. Toutefois, les trafiquants d'armes et de drogue utiliseraient des véhicules et des routes bien spécifiques.

Depuis quelques années, la plupart des pays sahéliens déploient des efforts pour lutter contre la migration irrégulière, criminalisant le trafic illicite de migrants et obtenant dans certains cas

³¹ Les réseaux organisant les départs maritimes depuis la Mauritanie sont constitués de plusieurs nationalités qui ont chacune des rôles clés bien définis : les ressortissants maliens organisent les voyages et jouent les intermédiaires avec les migrants maliens, les ressortissants mauritaniens gèrent les relations avec les autorités locales (dont la corruption) afin de faciliter les embarquements, les Sénégalais sont souvent des skippers/passeurs. La majorité des individus faisant appel à ces filières sont des Maliens, appartenant à l'ethnie Soninke ou Bambara, qui peuvent s'appuyer sur des contacts avec des membres de leurs communautés au sein des réseaux.

quelques succès opérationnels grâce au soutien de pays européens (Équipe conjointe d'investigation au Niger, BRTMEH³² au Mali). **Toutefois, les dispositifs de lutte sont pénalisés par une multitude de difficultés**, suscitant un certain sentiment d'impuissance chez des hauts responsables sécuritaires :

- **Un manque de volonté de certaines autorités politiques** compte tenu de l'apport conséquent pour l'économie des transferts de fonds de la diaspora et de la pression de l'opinion publique qui considère comme légitime le fait que des individus souhaitent émigrer pour des raisons économiques. Incapables de proposer des alternatives économiques crédibles, des gouvernements peuvent en outre implicitement tolérer le trafic de migrants dans certaines régions marginalisées, afin de limiter les chances d'apparition d'un mouvement de contestation d'ampleur.
- **Les moyens humains insuffisants** et la faiblesse du maillage territorial ne permettent pas de couvrir l'immensité des zones désertiques et des frontières. Les services sécuritaires pâtissent également d'un cruel **déficit de capacités matérielles** pour contrôler les flux, les obligeant à être dépendants d'un soutien extérieur.
- **Le dévoiement de certains membres des forces de sécurité.** Certains policiers déployés dans des régions reculées peuvent démontrer un faible niveau de déontologie, l'affectation dans ces parties du territoire étant traditionnellement considérée comme synonyme de punition. Dans l'Est du Tchad, des membres des forces de sécurité, dont les salaires sont faibles, étaient profondément impliqués en 2020 dans un système de corruption généralisée³³. Les forces de police ont profité de la mise en place de checkpoints sur les routes asphaltées vers le Tibesti pour se faire payer des « pots-de-vin » par les passeurs, alors que les voyages à destination des sites aurifères étaient officiellement interdits. Elles appliquaient des sanctions très lourdes (peines de prison, paiement de fortes amendes) aux individus qui tentaient de contourner les points de contrôle.
- **Les défaillances des systèmes judiciaires sahéliens**³⁴, gangrenés par des pratiques de corruption, empêchent l'application de sanctions exemplaires à l'encontre des dirigeants de réseaux criminels spécialisés dans la migration irrégulière.

CONCLUSION

³² Brigade de répression du trafic de migrants et de la traite des êtres humains.

³³ Source : Gi-TOC, « Conflict, coping and Covid », Avril 2021.

³⁴ Au Mali, contre le versement de sommes considérables, les détenus peuvent bénéficier de conditions de détention privilégiées (utilisation d'un téléphone pour gérer à distance leurs activités, placement dans une cellule confortable, etc.).

Les flux migratoires en provenance du Sahel sont intenses, pluriels et protéiformes. D'une part, les ressortissants sahéliens migreront essentiellement dans leur espace régional pour des raisons variées (économiques, sécuritaires, personnelles) mais également vers l'Afrique du Nord (souvent à la recherche d'opportunités professionnelles). L'interpénétration multiforme, croissante et durable entre le Sud du « Grand Maghreb » et le Sahel explique également la forte circulation humaine. En dépit de leur forte implantation en Afrique du Nord, **les Sahéliens**, à l'exception des Maliens, **immigrent peu vers l'Europe**. D'autre part, **le Sahel est une voie de transit** fortement empruntée par une multitude de nationalités originaires des pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale, qui représentent une part notable des clandestins interceptés aux frontières maritimes de l'Union européenne.

La plupart des nationalités voyageant au Sahel se trouvent en situation irrégulière, facilitant leur recrutement par des réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de migrants ou la traite humaine. La plupart des réseaux sont bien organisés et réorientent continuellement leurs routes en fonction de multiples déterminants (politiques, économiques, sécuritaires). Ils bénéficient également du manque d'efficacité de la plupart des dispositifs étatiques de lutte contre la migration irrégulière, qui sont pénalisés par une multitude de faiblesses fondamentales. Les États sahéliens et nord-africains ont toutefois su montrer durant la crise pandémique qu'ils étaient capables de contrôler efficacement et temporairement les mouvements migratoires, en cas de force majeure. Enfin, l'émergence progressive d'un espace sahélo-maghrébin commun, phénomène échappant partiellement aux États centraux, pourrait représenter un facteur de déstabilisation (autant au sein des sociétés qu'entre les États) au niveau régional.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.